

FRANCE FRATERNITES

Association sans but lucratif (Loi du 1^{er} juillet 1901)

Siège social : 104 rue du Ruisseau – 75018 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
RELATIF A L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

FRANCE FRATERNITES

Association sans but lucratif (Loi du 1^{er} juillet 1901)

Siège social : 104 rue du Ruisseau – 75018 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**RELATIF A L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

Aux adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FRANCE FRATERNITES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC N° 2023-03

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations qui selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur les montants de certaines subventions et provisions enregistrées en comptabilité qui ne seront arrêtés qu'une fois contrôlées par leurs financeurs. Dans l'attente, nous avons estimé le caractère raisonnable des estimations retenues pour l'arrêté des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 18 juin 2026

FITECO
Commissaire aux Comptes



Pascal ANGLARD

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	22 152	22 152		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF IMMOBILISE	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	505 209	248 716	256 493	256 767
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				50
	Prêts				
ACTIF IMMOBILISE	Autres immobilisations financières	124 158	16 308	107 850	103 808
	Total II	651 518	287 176	364 343	360 624
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Créances				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	424 521	241 928	182 594	311 480
	Charges constatées d'avance	48 612		48 612	27 750
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financ. à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	488 560		488 560	757 903
ACTIF CIRCULANT	Total III	961 694	241 928	719 766	1 097 133
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I à VI)		1 613 212	529 104	1 084 109	1 457 757

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	129 850	107 348
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	205 952	205 952
	dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	205 952	205 952
	Autres		
	Report à nouveau	24 797	24 797
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	249 734	190 204
Autres fonds propres	Excédent ou déficit de l'exercice	(247 483)	82 033
	dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	(203 807)	121 045
	Situation nette (sous-total)	362 850	610 333
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		13 028
	Provisions réglementées	30 055	9 121
	Total I	392 905	632 482
	Fonds non remboursables		
	Avances conditionnées		
	Droits du concédant		
	Total II		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	50 890	83 333
	Total III	50 890	83 333
Provisions	Provisions pour risques	19 777	
	Provisions pour charges	132 708	161 973
	Total IV	152 485	161 973
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	186 188	151 136
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	294 300	418 600
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		607
	Autres dettes	7 341	9 625
	Produits constatés d'avance		
	Total V	487 830	579 969
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I à VI)		1 084 109	1 457 757

Compte de Résultat

1/2

		Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
			12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		870	20
	Vente de biens et services			
	Ventes de biens			
	dont ventes de dons en nature			
	Ventes de prestations de service		132 781	122 052
	dont parrainages			
	Produits de tiers financeurs			
	Concours publics et subventions		4 590 233	4 330 618
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
	Ressources liées à la générosité du public			
	Dons manuels		239	
	Mécénats			
	Legs, donations et assurances-vie			
	Contributions financières			
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		161 973	172 556
	Utilisations des fonds dédiés		83 333	333 741
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		36 500	
	Autres produits		76 103	54 383
Total des produits d'exploitation			5 082 031	5 013 370
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			
	Variation de stocks			
	Achats de matières premières et autres approvisionnements			
	Variation de stocks			26
	Autres achats et charges externes		2 096 875	2 109 122
	Aides financières		16 176	
	Impôts, taxes et versements assimilés		162 753	127 119
	Salaires		1 654 996	1 484 415
	Cotisations sociales		551 920	455 534
	Dotation aux amortissements et dépréciations		333 218	85 152
	Dotation aux provisions		152 485	161 973
	Reports en fonds dédiés			83 333
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées			
	Autres charges		345 264	406 590
Total des charges d'exploitation			5 313 687	4 913 266
RESULTAT D'EXPLOITATION			(231 656)	100 105

Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		(231 656)	100 105
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	694	335
	Reprises sur dépréciations et provisions	20 721	3 986
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		21 415	4 321
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	16 308	20 721
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		16 308	20 721
RESULTAT FINANCIER		5 107	(16 400)
RESULTAT COURANT avant impôts		(226 549)	83 705
Produits exceptionnels			36 684
Charges exceptionnelles		20 934	38 355
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(20 934)	(1 672)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		5 103 446	5 054 375
TOTAL DES CHARGES		5 350 929	4 972 342
EXCEDENT ou DEFICIT		(247 483)	82 033
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			3 433
Bénévolat		79 355	86 020
TOTAL		79 355	89 453
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			3 433
Prestations			
Personnel bénévole		79 355	86 020
TOTAL		79 355	89 453

Règles et Méthodes Comptables

Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Objet social

France Fraternités est une association laïque qui vise à renforcer le tissu de solidarités sociales grâce à des dispositifs de protection en direction des publics de tous âges, de toutes confessions et de toutes origines que leurs conditions discriminent, marginalisent et vulnérabilisent. Elle agit dans les domaines essentiels qui permettent de créer ou de reconstruire des liens sociaux : éducation, formation, santé, logement, emploi, culture...

France Fraternités porte une revendication publique de justice sociale. Elle orchestre son projet associatif autour des valeurs de solidarité qui permettent, en remédiant aux différentes formes d'exclusions sociales, de réunir plutôt que de diviser, de lutter contre les égoïsmes et de développer l'esprit de concorde, d'œuvrer pour mieux faire société, ensemble.

France Fraternités porte une revendication publique de justice sociale. Elle orchestre son projet associatif autour des valeurs de solidarité qui permettent, en remédiant aux différentes formes d'exclusions sociales, de réunir plutôt que de diviser, de lutter contre les égoïsmes et de développer l'esprit de concorde, d'œuvrer pour mieux faire société, ensemble.

France Fraternités, en s'engageant à corriger les inégalités, est un outil d'aide à la réussite d'une intégration citoyenne, à la refondation d'un pacte social aujourd'hui malmené.

Missions sociales

France Fraternités porte des projets qui :

Redonnent une valeur singulière à l'intérêt général

Tendent la main aux plus fragiles

Leur rendent leur dignité

Les réinsèrent au sein de la communauté nationale

France Fraternités mène une action de détection, de réflexion et d'alerte.

Moyens mis en œuvre et ressources

Conformément à sa vocation de "dynamiseur de solidarités" laïques et républicaines, France Fraternités développe des partenariats avec des associations, des écoles, des institutions qui permettent d'enrichir le contenu de ses actions, quelques unes de ces associations sont les suivantes : achac; cemea, campus lumieres d'islam, "salam, shalom, salut", Civic fab, Coexister, Dilcrah; EMC, FIF, OCCI, IDAF, ALMA, ICI, IRTS Parmentier, France Terre d'Asile et la Mairie de Paris.

Règles et Méthodes Comptables

Règles générales

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers dont le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 084 109** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **5 103 446** euros et un total **charges** de **5 350 929** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-247 483** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de réglementation comptable :

Les dispositions du règlement ANC précité sont applicables pour la première fois aux comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du **01/01/2025** au **31/12/2025**.

Ce changement de réglementation se traduit par :

- une nouvelle définition du résultat exceptionnel,
- la suppression de la technique de transfert de charges,
- la modification du plan de comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature,
- de nouveaux modèles d'états financiers.

Au cours de l'exercice, le plan comptable de l'entreprise a été modifié afin de refléter les évolutions réglementaires et les besoins spécifiques de gestion avec la nouvelle définition du résultat

Règles et Méthodes Comptables

exceptionnel et la suppression des comptes de transferts de charges.

Les modifications suivantes ont notamment été apportées :

Anciens comptes	Nouveaux comptes	Montants comptabilisés
6712.. Pénalités, amendes fiscales et pénales	6582.. Pénalités, amendes fiscales et pénales	10 045.33€
675... Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	657... Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	16 176.41€
775... Produits de cession d'éléments d'actif	757... Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	36 500€
777... Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	747... Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	13 028.49€
791... Transferts de charges d'exploitation (remboursements de formations)	649... Remboursements de formations	0€
791... Transferts de charges d'exploitation (avantages en nature)	6419... Avantages en nature	0€
791... Transferts de charges d'exploitation (remboursements d'assurances)	7587.. Indemnités d'assurance	0€

Les états financiers sont présentés conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans le Règlement. Les modifications suivantes ont notamment été apportées :

- Regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient présentés sur plusieurs lignes en 2024 .

Règles et Méthodes Comptables

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Lors de l'ouverture d'établissement, les achats de matériels hôteliers inférieurs à 500€ feront l'objet d'une comptabilisation en charge.

Méthode d'amortissement

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau: 1 à 3 ans
- * Matériel informatique : 1 à 3 ans
- * Mobilier: 1 à 10 ans

Règles et Méthodes Comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Engagement retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Un accord a été signé.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

*Taux d'actualisation : 3,90 %

*Taux de croissance des salaires : 1 %

*Age de départ à la retraite : 64 ans

*Taux de rotation du personnel : Moyen

*Table de taux de mortalité : (table TH/TF Année 2020 à 2022)

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés en matière d'engagements de retraite, en tenant comptes d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite s'élève à 14 537€

Ces droits ont fait l'objet d'une provision en comptabilité au 31/12/2025 à hauteur de 14 537€

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, nous vous informons que :

- le montant brut des rémunérations des trois premiers salaires des cadres dirigeants (salaires, primes et avantages en nature inclus) est de 178 844 euros;

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	22 152					22 152
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22 152					22 152
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	86 492		49 053	9 315		126 229
	Matériel de transport	361 753		17 537		79 000	300 290
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	51 640		40 603	13 554		78 689
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		499 885		107 193	22 869	79 000	505 209
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	50			50		
	Prêts et autres immobilisations financières	124 529		14 085	14 456		124 158
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	124 579		14 085	14 506		124 158
TOTAL		646 616		121 278	37 375	79 000	651 518

Amortissements

		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres			22 152			22 152
	TO TAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			22 152			22 152
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			19 141	12 827	9 315	22 653
	Matériel de transport			193 668	63 254	63 434	193 488
	Matériel de bureau, mobilier			30 309	15 210	12 943	32 576
	Emballages récupérables et divers						
TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			243 119	91 290	85 693	248 716	
TOTAL				265 271	91 290	85 693	270 868

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	124 158	124 158	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 198	11 198	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	360 594	360 594	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	52 730	52 730	
	Charges constatées d'avance	48 612	48 612	
	TOTAL DES CREANCES	597 292	597 292	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	186 188	186 188		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	109 670	109 670		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	160 346	160 346		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	24 284	24 284		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	7 341	7 341		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	487 830	487 830		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

	Fds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1		Augmentation		Diminution ou consommation		Fds propres clôture 31/12/2025
	Montant	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant
Règlement ANC 2022-06								
Fonds propres sans droit de reprise	107 348			22 502				129 850
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves statutaires ou contractuelles								
Réserves pour projet de l'entité	205 952							205 952
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôl.	205 952							205 952
Autres réserves								
Report à nouveau	24 797	(2 975)		2 975				24 797
Report à nouveau des act. sociales et médico-sociales sous gestion contrôl.	190 204	85 008				25 477		249 734
Excédent ou déficit de l'exercice	82 033	(82 033)				247 483		(247 483)
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôl.								
Situation nette	610 333			25 477		272 960		362 850
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	13 028					13 028		
Provisions réglementées	9 121			20 934				30 055
TOTAL	632 482			46 411		285 989		392 905

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	9 121	20 934		30 055
	PROVISIONS REGLEMENTEES	9 121	20 934		30 055
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	19 363	14 537	19 363	14 537
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	142 610	118 171	142 610	118 171
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres		19 777		19 777
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		161 973	152 485	161 973	152 485
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	20 721	16 308	20 721	16 308
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres		241 928		241 928
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	20 721	258 236	20 721	258 236
TOTAL GENERAL		191 815	431 655	182 694	440 775
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			394 412 16 308 20 934	161 973 20 721	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

	31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT COMPTABLE	(247 483)	82 033
Reprise du résultat antérieur	72 859	61 514
EXCEDENT ou DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	(174 624)	143 547
Dont résultat effectif sous gestion propre	29 183	22 502
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	(203 807)	121 045

Variation des Fonds Dédiés

[illegible]

Subventions d'exploitation							
Subvention CEJ Emploi							
Subvention CEJ Logement							
Subvention CEJ Mobilité							
Ensemble en France 2022							
Ensemble en France 2023							
Lutte contre la pauvreté							
Franco-allemand							
O2R 2024	83 333		83 333				
Subvention Amelioration cadre de vie		50 890				50 890	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	83 333	50 890	83 333			50 890	

Concours publics et subventions

31/12/2025	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation		4 569 768			7 437	4 577 204
Subventions d'investissement						
TOTAL		4 569 768			7 437	4 577 204

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 42 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total
Cadres	4	10	14
Employés	7	21	31
Ouvriers			
Contrat Emploi Solidarité			
Contrat de Qualification			
Contrat Retour Emploi			
Contrat initiative Emploi			
Total	11	31	42

Contributions volontaires en nature

Au regard de l'application du règlement ANC 2018-06, l'Association a valorisé les contributions volontaires en nature suivantes : Participation des dirigeants et administrateurs bénévoles aux différentes instances : réunions externes, bureaux, conseils d'administration, Assemblée Générale et différentes commissions. Cette participation au titre de l'année 2025 s'élève à 79 355 euros, elle correspond à 5 047 heures de bénévolat valorisées au SMIC moyen annuel 2025.